



Ansaroul Islam : l'essor et le déclin d'un groupe islamiste militant au Sahel

africacenter.org/fr/spotlight/ansaroul-islam-essor-et-le-declin-dun-groupe-islamiste-militant-a-sahel/

Par Pauline Le Roux

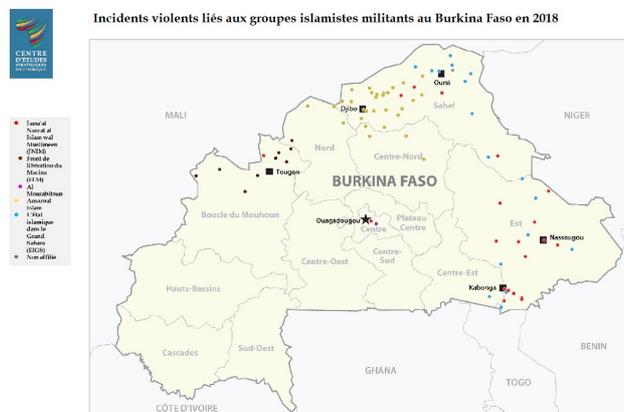
13 août 2019

Ansaroul Islam, le premier groupe islamiste militant du Burkina Faso, a connu des revers importants, révélant ainsi les faiblesses de ces groupes extrémistes violents qui manquent de soutiens locaux importants et sont soumis à des pressions soutenues.



Des militants d'Ansaroul Islam dans le nord du Burkina Faso, date inconnue. (Image : capture d'écran d'une vidéo obtenue par Héli Nsaibia auprès d'une source malienne)

Après avoir longtemps évité la violence des islamistes militants, le Burkina Faso connaît depuis 2016 une croissance rapide des attaques sur son territoire. En 2018, 137 incidents violents ont ainsi causé la mort de 149 personnes. À la mi-2019, les groupes islamistes militants avaient déjà dépassé ce chiffre avec 191 incidents violents et 324 morts. Trois groupes en sont principalement responsables : l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), le Front de libération du Macina (FLM)—une faction de la coalition du Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen (JNIM)—et Ansaroul Islam.



Remarque : ce graphique compilé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique montre les incidents violents auxquels ont participé en 2018 les groupes listés. Les données relatives aux attaques ou au nombre de morts ne distinguent pas les

auteurs des victimes de ces incidents. Les groupes sont fournis à titre informatif seulement et ne doivent pas être considérés comme des désignations officielles. En raison de la nature fluide de nombreux groupes, les affiliations indiquées sont susceptibles de changer. **Source des données :** Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Menastream, SITE Intelligence

Ansaroul Islam a joué un rôle majeur dans la déstabilisation du nord du Burkina Faso. Au Burkina Faso entre 2016 et 2018, un peu plus de la moitié des incidents violents attribués aux islamistes militants sont dus à Ansaroul Islam. Ces attaques, se sont concentrées dans la province de Soum, située dans le nord du pays, et se sont particulièrement groupées autour de Djibo, la capitale provinciale. Au cours de la seule année 2018, Ansaroul Islam y a lancé 64 attaques et y a été responsable de la mort de 48 personnes. En outre, le groupe s'est distingué par sa propension à cibler les civils. 55 % de toutes ses attaques ont été dirigées contre des civils, le pourcentage le plus élevé de tous les groupes islamistes militants du Sahel (et de tous les groupes africains à l'exception de ceux opérant au nord du Mozambique). Les violences perpétrées par Ansaroul Islam ont forcé plus de 100 000 personnes à fuir leurs foyers et ont obligé 352 écoles à fermer dans le seul Soum. Cependant, à la mi-2019, Ansaroul Islam n'a été associé qu'à 16 incidents violents et à la mort de 7 personnes. La diminution spectaculaire des activités du groupe mérite de s'y attarder. Il importe tout particulièrement de comprendre comment ce groupe islamiste militant a émergé et quels facteurs ont contribué à la diminution de son rôle au cours des six premiers mois de 2019.

La naissance d'Ansaroul Islam

Ansaroul Islam est considéré comme le premier groupe islamiste militant dont le foyer se trouve au Burkina Faso. Il a été fondé en 2016 par Ibrahim Malam Dicko, un imam peul et prêcheur né dans le Soum, zone voisine du Mali et dont la population est estimée à 500 000 personnes. Né dans une famille traditionnelle de marabouts, Ibrahim Dicko fréquente des écoles conventionnelles et coraniques du Burkina Faso et du Mali. Il se rend ensuite au Niger où il enseigne en tant qu'imam (le temps passé au Niger en tant qu'éducateur religieux lui vaut le titre de « Malam », un terme haoussa emprunté à l'arabe *mu'allim* qui signifie « éducateur » et dénote une familiarité avec les vers arabes et les textes islamiques). Probablement autour de 2009, il rentre au Burkina Faso et commence à prêcher dans de nombreux villages du Soum, parvenant finalement à former un groupe de fidèles.



Ibrahim Malam Dicko. (Photo : capture d'écran de Twitter)

Ibrahim Dicko prononçait souvent ses sermons sur deux stations de radio locales, La Voix du Soum et la Radio de lutte contre la désertification. Grand orateur, il a attiré un public nombreux avec son discours anti-contestataire, devenu populaire dans toute la province. Au centre de son discours figuraient la demande d'une grande égalité de traitement entre les personnes et la remise en cause de l'ordre social existant au Soum qui, selon lui, profitait de manière disproportionnée aux chefs traditionnels et aux autorités religieuses au détriment de la population en général. Accompagnant la hausse du nombre de ses sympathisants, Ibrahim Dicko a lancé une association religieuse conçue pour la promotion de l'Islam, Al-Irchad, qui signifie « conseil » ou « guide » en arabe. Elle fut reconnue officiellement par les autorités burkinabès en 2012.

À peu près à la même époque, les activités et messages des groupes islamistes militants du nord et du centre du Mali attirent l'attention d'Ibrahim Dicko et il cherche donc à collaborer avec eux. Ibrahim Dicko rencontre alors Amadou Koufa du Front de libération du Macina au centre du Mali et commence à travailler avec lui. Amadou Koufa lui aurait même servi de mentor.



Le Burkina Faso avec la région du Soum mise en relief. (Carte Google © 2019)

Lorsqu'Ibrahim Dicko rentre au Soum, la plupart de la population locale, notamment les chefs coutumiers, repoussent ses appels à prendre les armes, qu'ils trouvent toujours plus radicaux. Le rejet de ces messages radicaux et des militants d'Ibrahim Dicko finissent par durcir son opposition aux autorités coutumières du Soum. Reconnaissant sans doute que la population locale du Soum ne tient pas à soutenir la violence, Ibrahim Dicko quitte la province autour de 2012 pour rejoindre le combat islamiste militant dans le nord du Mali. En 2013, les troupes françaises arrêtent Ibrahim Dicko près de Tessalit, dans l'extrême nord du Mali. Il est ensuite transporté et détenu à Bamako. Libéré au cours de l'année 2015 en raison de l'absence de preuves à charge, il rejoint ensuite Amadou Koufa, dans l'espoir d'ouvrir un nouveau front de terrorisme islamique au Burkina Faso.

En novembre 2016, après être rentré dans son village du Soum pour rendre visite à sa famille, Ibrahim Dicko commence à mobiliser ses partisans afin de créer Ansaroul Islam. À l'époque, les forces de sécurité burkinabès avaient promulgué l'état d'urgence dans certaines parties du Soum parce qu'elles y recherchaient des djihadistes qui s'y étaient réfugiés du Mali. Dans ce contexte, les forces de sécurité avaient harcelé et humilié certains anciens locaux et chefs traditionnels. Ibrahim Dicko est parvenu à exploiter ce contexte pour susciter un soutien à sa cause. Selon un ancien membre d'Ansaroul Islam, la répression et les actions discriminatoires des forces de sécurité ont convaincu Ibrahim Dicko et les autres qui avaient rejoint Ansaroul Islam de lancer une attaque. En décembre 2016, Ibrahim Dicko et une trentaine d'hommes armés attaquent un avant-poste militaire situé à Nassoumbou, un village près de la frontière malienne du Soum, tuant 12 soldats burkinabès. L'événement est largement considéré comme la naissance et le premier fait d'arme d'Ansaroul Islam.

La relation d'Ansaroul Islam avec les communautés locales

Le discours d'Ansaroul Islam s'est basé sur un mélange de griefs à l'encontre des autorités et du sentiment de marginalisation, qui lui a permis de rallier le soutien des communautés locales les plus indisposées à l'égard du pouvoir central. Toutefois, ses sympathisants ne représentent qu'une infime partie de la population. Ansaroul Islam a ciblé les représentants de l'État, les forces de défense et de sécurité, ainsi que les écoles publiques, dans l'espoir que l'affaiblissement de ces institutions renforce son discours sur l'abandon par l'État des populations locales. Mais dans plus de la moitié de ses attaques, des civils ont également été ciblés, ce qui suggère que le groupe n'a pas été en mesure de s'assurer un soutien local important.

▮ Ses sympathisants ne représentent qu'une infime partie de la population.

Même si l'on estime qu'Ansaroul Islam est majoritairement peul, cela est probablement dû à la démographie régionale (les habitants du Soum sont à 90 % peuls) plutôt qu'à une stratégie concertée de créer un groupe militant spécifiquement peul. Au lieu de jouer sur l'identité ethnique, Ibrahim Dicko a préféré exploiter les frustrations locales et les inégalités ressenties par de nombreux habitants du nord pour constituer une base locale. Ce message a trouvé le plus large écho parmi les habitants de statut social inférieur. Dans le Soum, il s'agit principalement d'éleveurs peuls et des Rimaïbé (au sein de la société peule, cette catégorie rassemble les

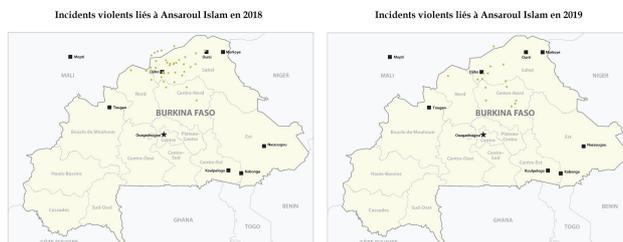
descendants ou d'anciens esclaves peuls). Ceci pourrait expliquer pourquoi Ansaroul Islam a ciblé les chefs traditionnels et les personnes bénéficiant d'un statut social plus élevé, plus naturellement opposées à l'idéologie du groupe terroriste.

L'apparent déclin d'Ansaroul Islam

En mai 2017, Ibrahim Malam Dicko serait mort de soif et d'épuisement après un raid des forces françaises sur le camp des militants dans la forêt de Foulсарé. Il a été remplacé par son frère, Jafar Dicko. Connu pour son caractère brutal, Jafar Dicko a lui aussi été influencé par Amadou Koufa. Toutefois, Jafar n'aurait pas fait montre des mêmes qualités de chef que son frère, et notamment son charisme. Ce changement de leadership aurait contribué à une certaine désorganisation interne et à une diminution des activités d'Ansaroul Islam. Selon les estimations, Ansaroul Islam ne disposerait plus que de quelques centaines de combattants actifs et d'un réseau d'informateurs et d'appuis logistiques situé entre les villages de Boulkessi et Ndaki, dans la province de Soum.

Après la mort d'Ibrahim Dicko, un certain nombre de militants auraient quitté Ansaroul Islam pour rejoindre le FLM ou l'ISGS. Bien connus dans la région, les deux groupes djihadistes sont passés maîtres dans l'art de l'usage des médias et des réseaux sociaux comme outils de propagande et de communication.

Par ailleurs, la présence croissante des forces burkinabès dans les provinces du nord du pays, ajoutée à la présence opérationnelle accrue des forces militaires françaises dans le cadre de l'opération Barkhane au centre du Mali ont très probablement contribué à rendre l'environnement plus difficile pour Ansaroul Islam. Menée par la France, l'opération Barkhane cible régulièrement les groupes djihadistes qui se cachent dans les forêts de Serma et Foulсарé au Mali, dont Ansaroul Islam. À la demande du gouvernement burkinabè, les forces françaises ont également mené des frappes au Burkina Faso en octobre 2018. Même si les forces de sécurité burkinabès n'ont pas rétabli le contrôle sur toutes les parties du Soum, le renforcement de la présence des forces de sécurité le long de la frontière malienne et burkinabè a compliqué les activités des groupes actifs dans cette zone.



Remarque : compilé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, ce graphique montre les incidents violents dans lesquels Ansaroul Islam a été impliqué en 2018 et pendant les six premiers mois de 2019. Les données concernant les attaques ou les nombres de morts ne distinguent pas les auteurs des victimes des incidents.

Sources des données : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Menastream, SITE Intelligence Group et Terrorism Research & Analysis Consortium (TRAC).

[Cliquez ici pour la version PDF imprimable](#)

En dépit de son argumentaire sur la marginalisation et l'abandon par l'État à l'adresse des communautés locales où le sentiment de défiance est le plus fort à l'égard de l'Etat, Ansaroul Islam n'a pas réussi à réellement s'imposer, et notamment à remplacer l'État burkinabè dans ses fonctions régaliennes. Il est donc probable que, après la disparition de son chef charismatique, le groupe a perdu ses appuis déjà limités au sein des communautés locales. Le virage stratégique pris par Ansaroul Islam avec le choix de cibler des objectifs civils, et l'insécurité régnant dans la région en raison du banditisme armé, signale là encore que le groupe ne peut réellement compter

sur des appuis locaux significatifs. Cette perte de soutien, associée à un environnement opérationnel de plus en plus difficile en raison des efforts accrus des forces de sécurité, a probablement entraîné un ralentissement des activités d'Ansaroul Islam en 2019.

Une crise qui menace la cohésion nationale

Le Burkina Faso est un pays réputé pour sa tolérance et sa modération, et les Burkinabès sont souvent décrits comme un peuple fondamentalement optimiste. En octobre 2017 – malgré une année déjà marquée par une série continue – 55 % des burkinabès interrogés déclaraient que leur pays allait « dans la bonne direction », selon une étude réalisée par l'Institut Général Tiémoko Marc Garango pour la gouvernance et le développement (IGD) basé à Ouagadougou. Néanmoins, cette capacité à vivre en harmonie en dépit des différences, appelée le « vivre ensemble », est remise en question par les actions des groupes djihadistes qui contribuent à polariser la population sur fonds de différences ethniques.

Le Burkina Faso est un pays réputé pour sa tolérance et sa modération. ... Néanmoins, cette capacité de vivre en harmonie en dépit des différences, appelée le « vivre ensemble », est remise en question par les actions ethniquement polarisantes des groupes islamistes militants.

Le lien perçu entre la communauté peule et Ansaroul Islam a par exemple poussé certaines populations locales à s'ériger en justiciers. Face aux manquements des services de l'Etat en matière de justice, les milices d'autodéfense des communautés à majorité Mossi, connues sous le nom de Koglweogo, ont largement pris en main la justice locale. Cette tendance s'est accélérée avec l'arrivée des groupes djihadistes, dont Ansaroul Islam, et la montée vertigineuse de l'insécurité qui s'en est suivie. Affirmant chasser les criminels, les bandits et les djihadistes, les groupes Koglweogo ont arrêté de nombreuses personnes, leur infligeant souvent des châtiments violents. Ces milices s'en prennent parfois aussi à des innocents. Certains éléments des Koglweogo ont été accusés d'être à l'origine du massacre de Yirgou du 1er janvier 2019, au cours duquel au moins 49 Peuls ont été tués, en représailles après l'assassinat du fils d'un chef Kowleogo.

En exacerbant les tensions intercommunautaires, ce genre d'événements fragilise encore un peu plus la situation sécuritaire du pays et risque de diviser davantage les communautés qui ont jusqu'à présent coexisté pacifiquement. Qu'il s'agisse d'une stratégie voulue ou d'un sous-produit de l'association perçue entre les éleveurs peuls et Ansaroul Islam, ce dernier a réussi à dresser les différentes communautés du Burkina Faso les unes contre les autres et a contribué à affaiblir la cohésion nationale du pays. La menace croissante de violences intercommunautaires doit être traitée par les autorités et les chefs des communautés car elle risque de mettre à mal le principe de tolérance sociale qui a toujours caractérisé le Burkina Faso.

Quelles réponses à cette montée de la violence ?

En août 2017, avant le point culminant des activités d'Ansaroul Islam, le gouvernement burkinabè a créé un fonds d'urgence d'un montant de 772 millions de dollars pour la région du Sahel, y compris la province du Soum. Ce fonds devait servir à améliorer la gouvernance administrative et locale. En janvier 2019, Paul Kaba Thiéba, le premier ministre d'alors, avait déclaré que le programme avait déjà permis la création de nombreux hôpitaux, écoles et routes. Il avait évalué la mise en œuvre du programme d'urgence à 50 % environ, indiquant que 13 millions de dollars avaient été versés en 2017 et 17 millions de dollars en 2018. En juin 2019, 77 autres communes ont été ajoutées au plan. Ces efforts constructifs déployés par le gouvernement burkinabè ont pu permettre d'amoinrir le soutien local apporté à Ansaroul Islam en ripostant à leurs arguments d'abandon et de marginalisation par l'État.

Cependant, il reste beaucoup à faire. Les organisations de la société civile se sont plaintes de l'absence d'arrestations après les affrontements interethniques mortels de Yirgou au début de 2019. En outre, les forces armées du Burkina Faso font face à des allégations de mauvais traitements et d'exécutions extra-judiciaires dans

plusieurs villages où les résidents ont déjà été victimes de la violence des groupes islamistes militants. Ces crimes présumés, qui auraient eu lieu au moment où les forces de sécurité s'efforçaient de répondre aux menaces posées par Ansaroul Islam, sembleraient donner raison aux doléances colportées par les islamistes militants. Pour remédier à cette situation, les forces de sécurité et le gouvernement devront collaborer plus étroitement avec les populations locales et reconnaître que, même si de nombreux citoyens burkinabès ont été victimes des terroristes, la méfiance reste très vive à l'égard de l'État et de ses représentants. Il est donc essentiel de regagner la confiance des communautés locales en établissant et en maintenant une présence permanente des forces de sécurité qui agissent de manière professionnelle pour lutter contre la réapparition d'Ansaroul Islam ou de tout autre groupe islamiste militant.

Il est primordial que le gouvernement ait recours à une stratégie claire pour lutter contre les discours de discorde des terroristes.

Il est primordial que le gouvernement ait recours à une stratégie claire pour lutter contre les discours de discorde des terroristes. À la fin de 2015, la création d'un observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires avait pour objectif de faciliter et favoriser la médiation sociale et le règlement des affaires juridiques. À ce jour, l'observatoire n'a eu qu'un impact limité et n'a pas été en mesure d'empêcher l'accélération des tensions et des violences entre les groupes ethniques. Cette initiative requiert un appui renouvelé du gouvernement et l'allocation de nouvelles ressources afin de promouvoir la médiation sociale et de réunir les dirigeants des communautés dans le but de dénoncer les activités d'Ansaroul Islam et d'autres groupes islamistes militants.

En collaborant étroitement avec les populations locales, le gouvernement pourra restaurer la confiance et réduire davantage le soutien apporté aux groupes islamistes militants. Une présence des forces de sécurité concertée et durable, opérant en partenariat avec les chefs coutumiers et religieux, peut perturber les activités des islamistes militants et décourager les soutiens au niveau local. Le rétablissement d'une présence positive à long terme du gouvernement chez les communautés du Nord, dévastées par Ansaroul Islam, doit être un objectif primordial si le gouvernement entend stabiliser la région du Soum après les revers subis par ce groupe.

Ressources complémentaires

- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Constante évolution des premières lignes dans la lutte contre les groupes islamistes militants en Afrique », *Infographie*, 30 juillet 2019.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Comment l'État islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel », *Éclairage*, 21 juin 2019.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Aperçu des réponses sécuritaires régionales au Sahel », *Infographie*, 5 mars 2019.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Le Centre du Mali face à la menace terroriste », *Éclairage*, 25 février 2019.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « La menace complexe et croissante des groupes islamistes militants au Sahel », *Infographie*, 21 février 2019.
- Héni Nsaibia and Caleb Weiss, « Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso », *Combating Terrorism Center*, Vol. 11 Issue 3, mars 2018.
- International Crisis Group, « Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad », Rapport N° 254, 12 octobre 2017.